

Effets de la crise sécuritaire de Boko Haram sur les activités agropastorales dans les Monts Mandara : cas de Mora, Extrême-Nord, Cameroun

Paul WANGBE DOUGA^{1*} et Bernard GONNE²

¹ *Université de Maroua, Faculté des arts, lettres et sciences humaines, Département de Géographie, Laboratoire de Géographie, BP 55, Maroua, Cameroun*

² *Université de Maroua, Ecole Normale Supérieure, Département de Géographie, Laboratoire de Géographie, BP 55 Maroua, Cameroun*

* Correspondance, courriel : Paulwangbe@gmail.com

Résumé

Depuis plusieurs années, l'insécurité qui prévaut dans les Monts Mandara en général et plus précisément à Mora compromet la liberté des producteurs et des éleveurs d'exercer leurs activités. La présente étude met en évidence les répercussions du phénomène Boko Haram sur les activités agropastorales. Elle s'est appuyée sur l'analyse des données des délégations départementales et d'arrondissements des services d'agriculture et d'élevage ; des ouvrages scientifiques et des enquêtes effectuées dans quelques terroirs de Mora. Les résultats montrent que les exactions de la secte islamique Boko Haram entraînent le dysfonctionnement du secteur agricole et d'élevage qui se traduit par la baisse de la production agricole (41832 à 26332 tonnes) et par la diminution des effectifs du bétail (137318 à 73233 têtes). Les enquêtes sur le terrain ont permis de relever aussi la baisse de la fréquentation des champs par les agriculteurs (moins de deux fois par semaine) et la réduction des parcours pastoraux ou des pistes à bétail par les éleveurs. En outre, il est montré que les paysans peinent à exercer leurs activités malgré toutes les stratégies qu'ils développent face au contexte actuel d'insécurité (changement des pistes à bétail, réduction des espaces des cultures). De ce fait, des approches d'adaptation et d'accompagnement permanent de la part du gouvernement et des Organisations Non-gouvernementales dans une démarche participative à l'égard des agriculteurs et éleveurs, doivent être prises pour le bon fonctionnement des activités agropastorales dans ces espaces ruraux.

Mots-clés : *insécurité, Boko Haram, perturbation, agriculture, élevage, Mora.*

Abstract

Effects of the Boko Haram security crisis on the agropastoral activities in the Monts Mandara : case of Mora (Far-North region, Cameroon)

Since many years, the insecurity that goes in the Monts Mandara in general and exactly in Mora, jeopardized the liberty of producers and livestock framers to practice their activities as usual. The area of research in which we are supposed to focus is based on the fact that our study puts in evidence a number of repercussions of the Boko Haram phenomenon on the agropastoral activities. Our study is based on the analysis of facts from divisional and sub-divisional delegations in charge of agricultural and

livestock services; on scientific works and on investigations carried out in some lands of Mora. The results show that the exactions of the Boko Haram Islamic sect lead to the bad operation of the agricultural and livestock sectors which is realized and proved through the reduction and drop of the agricultural production (from 41832 to 26332 tons) and therefore by the reduction of the number of livestock (from 137318 to 73233). Investigations on the fields on study have allowed us to also notify the reduction of going to farms frequently by farmers (less than twice per week) and the reduction of the tour of livestock's tracks by breeders. As well as agriculture and livestock are concerned, farmers have difficulties to practice their activities in spite of all the strategies that they have been developing to face this insecurity actual context (changing livestock's tracks and reducing land of cultures). Thereby, permanent approaches of adaptation and accompaniment from the government and Non-governmental Organisations towards framers and breeders should be taken and applied for the good operation of the agropastoral activities in rural areas. And this should be done in a participative procedure.

Keywords : *insecurity, Boko Haram, disruption, agriculture, livestock, Mora.*

1. Introduction

Le constat général des géopoliticiens montre que l'environnement mondial présent est confronté depuis plus d'une décennie à un changement de menace qui pèse sur la sécurité mondiale. Malgré toutes les stratégies de lutte développées par chaque Etat, l'insécurité est un phénomène récurrent au Cameroun à cause de la porosité de la frontière entre le Cameroun et el Nigéria [1]. Le contexte socio-économique, la culture et la situation géographique de la ville de Maroua sont les fondements spécifiques de l'insécurité dans la Région [2]. Cette dernière connaît un taux d'insécurité alimentaire fortement élevé dans le territoire Camerounais avec environ 17,8 % donc 10,3 % des ménages sont touchés [3]. L'avant Boko Haram dans cette région était marqué par le phénomène des coupeurs de route [4]. Aujourd'hui, les attaques de Boko Haram à l'Extrême-nord du Cameroun ont entraîné de graves conséquences socio-économiques, sécuritaires et humanitaires [5]. Ces exactions ont des répercussions immédiates sur le secteur touristique notamment les hôtels [6] et entraînent des lourdes conséquences économiques provoquant pendant plusieurs années l'interruption du commerce le long de la frontière nord du pays [7]. L'exposition des enfants aux conflits a un important effet négatif sur la scolarisation des filles et des garçons [8]. L'analyse des caractéristiques historiques, culturelles et économiques de la zone du lac Tchad, et l'impact des activités du groupe djihadiste sur les communautés montrent que les activités économiques (l'agriculture, l'élevage et la pêche) tournent au ralenti [9]. En effet, l'insécurité qui sévit dans ces savanes sèches d'Afrique compromet la liberté de circuler des pasteurs transhumants, et révèle le risque de disparition de l'élevage [10]. Les éleveurs adoptent des itinéraires de contournement pour vendre leurs bêtes dans les marchés transfrontaliers. Les attentats-suicides perpétrés par les membres présumés du groupe Boko Haram et les inondations ont contraint plus 236 000 Camerounais de l'Extrême-Nord à abandonner leurs maisons et villages [11]. Ces déplacés s'installent de façon anarchique et la cohabitation avec les populations d'accueil est souvent conflictuelle [12]. Car l'appropriation des terres est souvent source des conflits et parfois les litiges qui en découlent sont souvent mal résolus [13]. Cette situation entraîne non seulement une pression importante sur les ressources naturelles mais une réduction considérable des revenus des populations [14]. Ce qui accentue la pauvreté, la précarité des populations et provoque par conséquent l'exode rural massif à cause du manque de la stabilité alimentaire [15]. Ainsi, la principale question à laquelle l'on répandra est celle de savoir l'influence des exactions du phénomène Boko Haram sur les activités agropastorales. La localité de Mora est de nos jours fragilisée par plusieurs conflits aux origines variées (problèmes fonciers, problèmes d'accès aux

pâturages et aux espaces agricoles, problème d'accès à l'eau et à la gestion des ressources naturelles). La pression démographique et les attaques massives de Boko Haram justifient tout de même la vulnérabilité des populations de cette partie de l'Extrême-Nord du Cameroun. Dans cette perspective, cet article vise à évaluer les incidences socio-économiques des exactions Boko Haram notamment sur les activités agropastorales de la zone de Mora.

2. Matériel et méthodes

2-1. Site d'étude

La présente étude est réalisée dans La région de l'Extrême-Nord, département du Mayo Sava, chef-lieu Mora. Situé entre le 11°02'33 de latitude Nord et le 14°08'41 de longitude Est, Mora est ville frontalière entre le Cameroun et le Nigéria. (**Figure 1**). On y rencontre une diversité ethnique. Le relief est marqué par la présence des montagnes d'une part et d'autre part, par une étendue de plaine laquelle constitue notre zone de recherche. Plusieurs activités économiques animent ce système rural telles que : l'agriculture, l'élevage, le commerce et l'artisanat. L'effectif total de la population est environ 250, 330 habitants avec une population agricole de 168 450, 37430 actifs agricoles et 122 295 d'exploitants agricoles. L'activité pastorale est diversifiée mais reste un élevage extensif. Les modes d'élevages reposent sur le nomadisme, la transhumance et la sédentarisation.

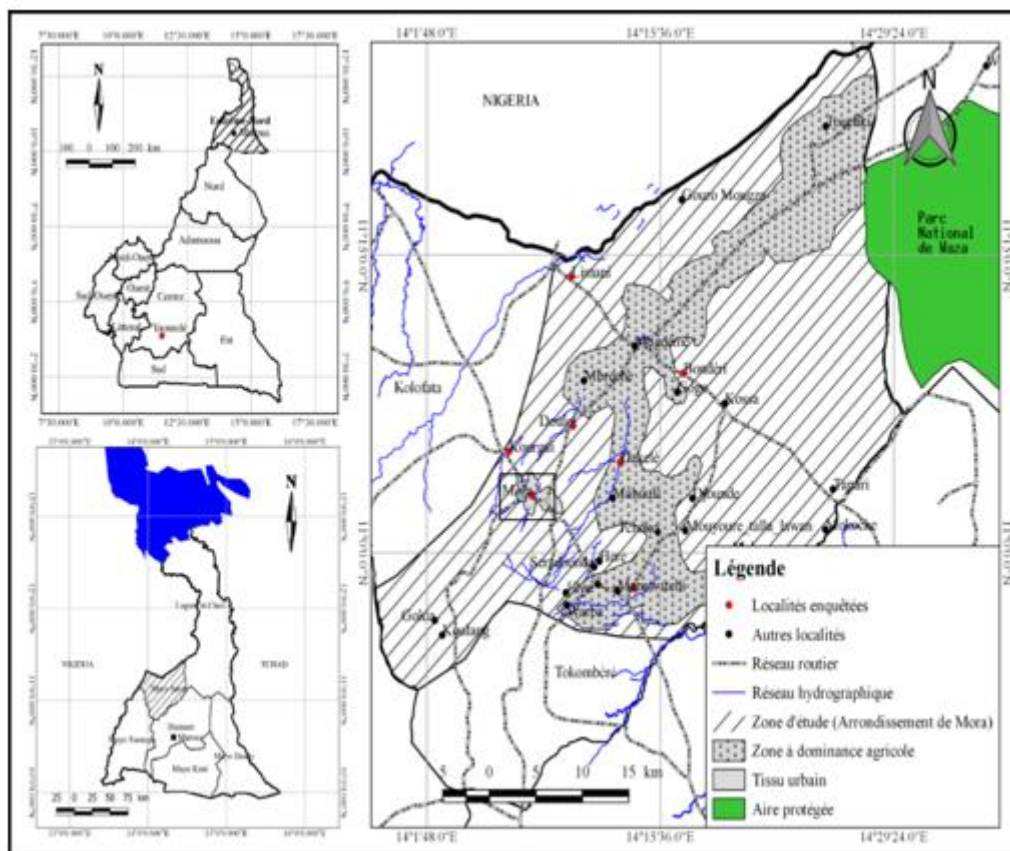


Figure 1 : Situation géographique de la zone d'étude

Source : SOGEFI, Google Earth, Par Wangbé D.P., Mai 2020

2-2. Méthode de collecte des données

Pour arriver aux objectifs fixés dans le cadre de cette étude, la démarche hypothético-déductive est adoptée. Autrement dit, après avoir émis des hypothèses, une descente sur le terrain est faite pour l'exploration, l'observation afin de confirmer ou infirmer celles-ci. Dans le cadre de la collecte des données, plusieurs méthodes sont effectuées afin d'obtenir des informations primaires et secondaires.

2-2-1. Collecte des données secondaires

Pour tout travail de recherche, il est nécessaire que le chercheur prenne connaissance des travaux antérieurs qui portent sur des sujets similaires. Cela implique que le lecteur soit capable de faire naître ses propres idées pour son travail, de les comprendre en profondeur et de les articuler entre elles de manière cohérente. Ces données ont été collectées par le biais de la recherche documentaire et électronique : bibliothèques ; Délégation d'arrondissement et départementale de l'agriculture ; Délégation d'arrondissement et départementale de l'élevage et des industries animales ; recherches en ligne. Elles renseignent sur les facteurs et les répercussions des insécurités de manière générale mais aussi dans le contexte actuel d'insécurité dans la région de l'Extrême-Nord. Elles informent également sur l'évolution de la production agricole et sur l'effectif des cheptels avant et pendant le phénomène Boko Haram.

2-2-2. Collecte des données primaires

Cette partie du travail concerne l'exploration du terrain, les questionnements et les entretiens, les enquêtes et les levés cartographiques ainsi que les prises de vue. Des entretiens et questionnaires ont été adressés aux autorités ciblées dans l'arrondissement de Mora. De même des enquêtes ont été effectuées auprès des agriculteurs et éleveurs dudit arrondissement.

2-2-3. Traitement des données

Il est question d'effectuer un traitement des données recueillies c'est-à-dire celles issues des enquêtes et des travaux bibliographiques. Les données obtenues sur le terrain ont fait l'objet d'un regroupement dans un tableau Excel à double entrées. Le logiciel Excel et Qgis ont servi pour la réalisation des figures, des graphiques, des tableaux et des cartes.

3. Résultats

L'insécurité dans la ville de Mora et ses périphéries laisse percevoir qu'elle est entretenue par un certain nombre de facteurs entre autres : la porosité des frontières, la dégradation des conditions socio-économiques de la population et l'immigration.

3-1. Facteurs de l'insécurité dans la ville de Mora

3-1-1. Porosité de la frontière et zone d'insécurité

La perméabilité des frontières entre le Cameroun et le Nigéria reste un fait majeur de l'insécurité. La limite entre le Nord-Cameroun et le Nigéria s'étend sur plus de 1200 km. Cette limite territoriale est présentée sur les *Figures 2 et 3*.

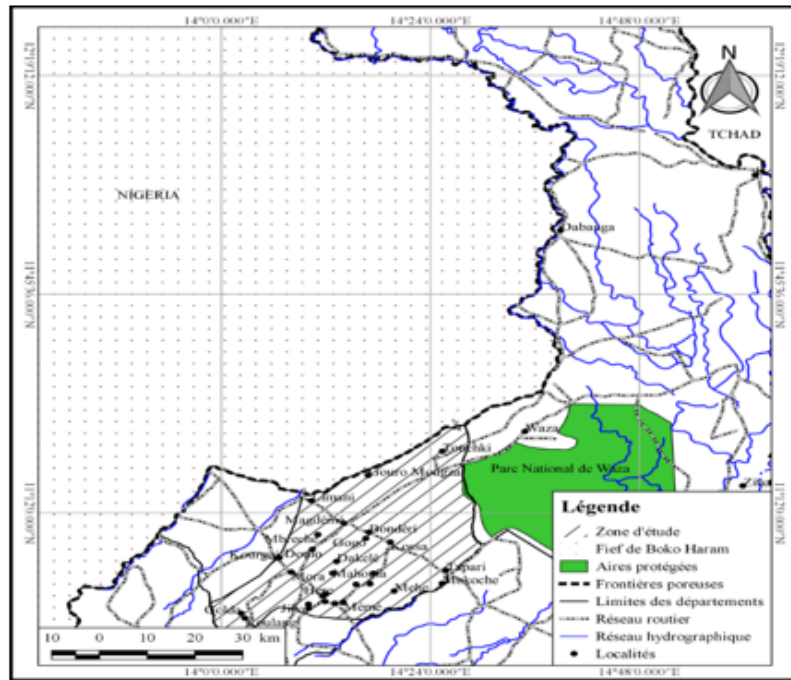


Figure 2 : Matérialisation de la Frontière poreuse entre le Nigéria et le Cameroun

Source : SOGEFI, Google Earth, Par Wangbé D.P., Mai 2020

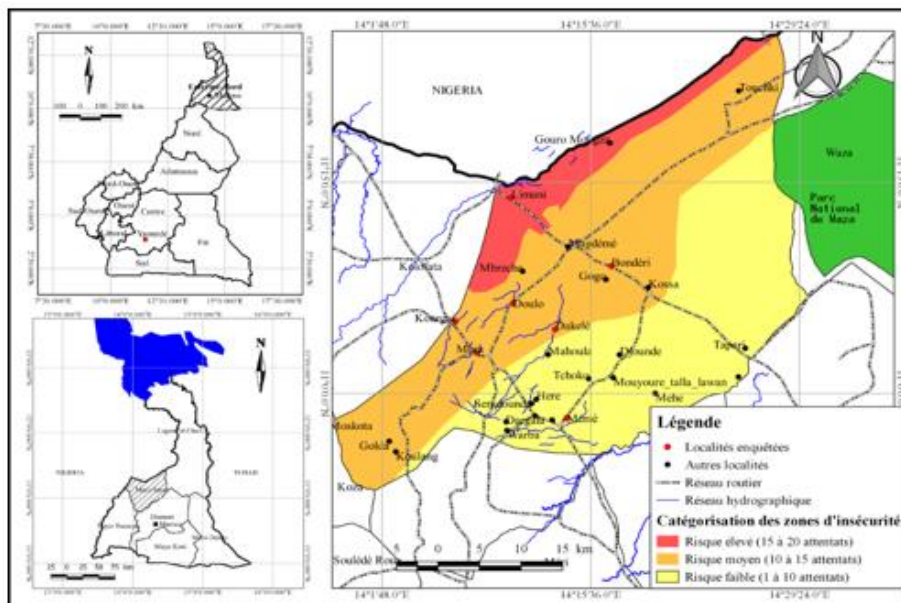


Figure 3 : Carte de l'insécurité du Mayo-Sava

Source : SOGEFI, Google Earth, Par Wangbé D.P., Mai 2020

Les **Figure 2 et 3** font respectivement état de la porosité de la frontière et du risque élevé de l'insécurité selon les zones. L'on constate que, la frontière qui sépare le Cameroun du Nigéria (fief des Boko Haram) est longue. Le risque élevé de l'insécurité se trouve au niveau de la frontière (15 à 20 attentats). Les attaques de Boko Haram se sont amplifiées dans cette partie du Cameroun, entraînant ainsi des incursions dans les villages, des déplacements de populations et des vols de bijoux et de bétails.

3-1-2. Dégradation des conditions socio-économiques et immigration de la population

L'insécurité au Cameroun comme partout ailleurs évolue dans les localités où les indices socio-économiques sont faibles. Les conditions de vie défavorable exposent la population et la rend encore plus vulnérables à toutes formes de corruption. A côté de la dégradation des conditions sociales et économiques des populations, nous pouvons tout de même ajouter la pauvreté et le chômage. La ville de Mora abrite plusieurs personnes venant des pays voisins tels que le Nigéria, le Tchad et bien d'autres. Le tableau ci-dessous présent le nombre de réfugiés détenu pour détention des objets suspects (*Tableau 1*).

Tableau 1 : Personnes détenues pour détention d'objets suspects

Nationalité	Matériels détectés	Nombre de cas
Camerounaise	Détention de munition et des matériaux d'explosifs	03
Nigériane	Détention des pièces détachées d'armes	01
Camerounaise	Détention de munitions, des matériaux d'explosifs, et tenues de guerre	03

Le *Tableau 1* illustre le nombre des personnes appréhendées pour détention d'objets. Il ressort que les déplacés de nationalité Camerounaise sont les plus représentés avec 06 cas recensés. Les migrants Nigériens ne sont pas épargnés de ces délits. Ces étrangers prennent refuge dans cette partie du pays emportent des munitions, des bombes, des armes en pièces détachées avec lesquelles ils abattent leur proie [16]. La situation sécuritaire sur le terrain reste dominée par des attaques et incursions dans les villages frontaliers. Ces attaques sont mentionnées dans le tableau ci-après (*Tableau 2*).

Tableau 2 : Liste de quelques attentats dans l'arrondissement de Mora

Villages	Dates	Bilan
Bia, Blabine	17 avril 2014	18 personnes tuées
Kolofata	08 aout 2014	144 personnes tuées et des vivres emportés
Manawachi	21 au 23 aout 2015	110 personnes enlevées, 26 maisons brûlées
Kolofata	03 septembre 2015	23 morts et 137 blessés
Kolofata	13 au 14 septembre 2015	09 morts et 24 blessés
Goumouldi	17 aout 2016	08 morts et 15 blessés
Mora	21 aout 2016	04 morts et 31 blessés
Tchakamari	03-04 aout 2015	07 morts, village incendié et plusieurs blessés
Mémé	18 février 2016	30 morts et plus de 100 blessés
Doublé	11 janvier 2017	2blessés et 02 morts
Kolofata	22 janvier 2017	02 morts dont les kamikazes
Mora	04 avril 2017	00
Mora	05 janvier 2018	03 morts
Tchakamari	19 avril 2018	11 morts et dizaines de personnes enlevées
Mora	10 octobre 2019	02 morts, 03 blessés et bétails emportés

3-2. Perturbation de l'activité pastorale

3-2-1. Diminution de l'effectif des cheptels

L'insécurité menée par Boko Haram entraîne la chute de l'effectif des cheptels dans les localités de Mora (Figure 4).

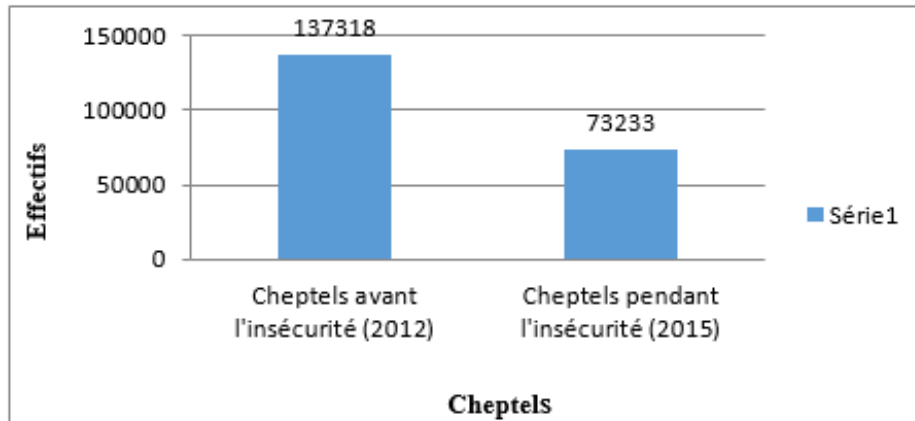


Figure 4 : Effectifs des cheptels avant et pendant l'insécurité

La Figure 4 présente l'effectif des cheptels avant et pendant Boko Haram. L'effectif des cheptels avant Boko Haram s'estime à 120.000 par contre celui pendant l'insécurité est considéré à 73233, soit une différence de près de 65 000. Cette chute est due à la diminution de l'effectif des espèces élevées. Ce qui amène à conclure que les exactions de Boko Haram sont responsables de la baisse du nombre des animaux dans les localités de Mora. La diminution du nombre des cheptels dans les localités de Mora est considérable. Elle est perçue sur les Figure 5 et 6

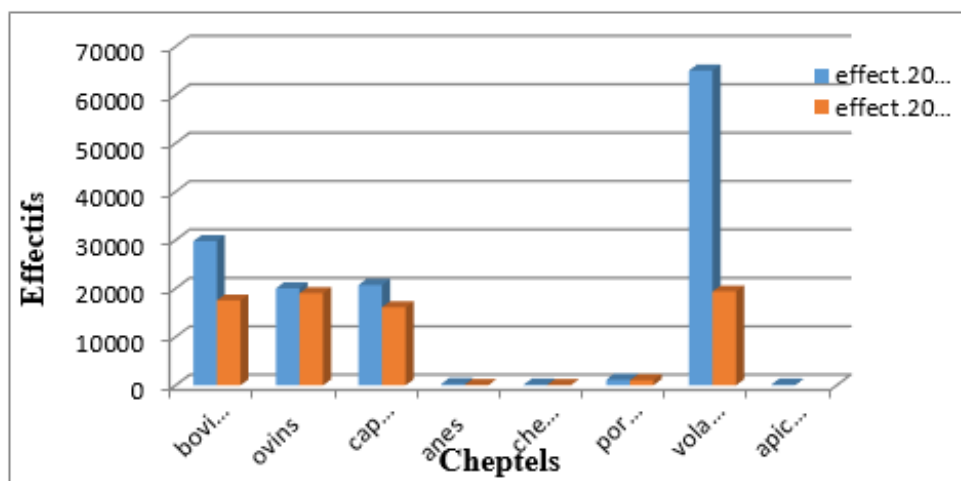


Figure 5 : Effectif des cheptels des années 2012 et 2015

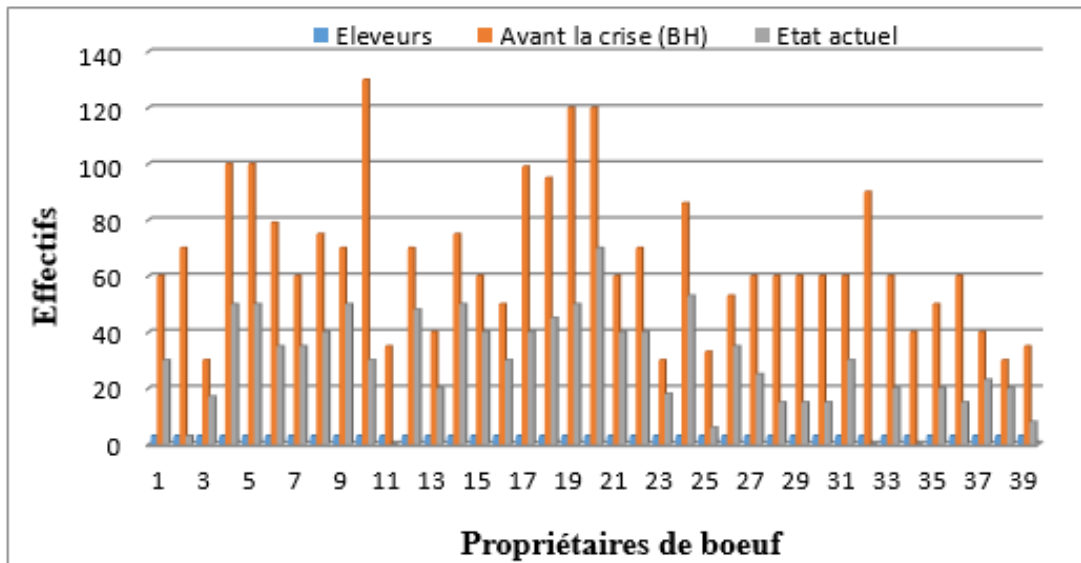


Figure 6 : *Nombres des cheptels par éleveur avant et pendant Boko haram*

La **Figure 5** et la **Figure 6** font effectivement état de l'effectif des cheptels avant et pendant l'insécurité. Il ressort de ces figures qu'avant l'insécurité tous les éleveurs avaient pour chacun un effectif considérable des bœufs. L'effectif le plus élevé avant l'insécurité est de 130 têtes et celui le plus bas est de 30 têtes. Actuellement, l'éleveur détenant le plus des cheptels a entre 60 à 80 têtes. Alors on constate que l'effectif de tête de bœufs a chuté considérablement.

3-2-2. Déstructuration des parcours pastoraux

Les éleveurs locaux sont pour la plus part des sédentaires. Ils sont contraints d'abandonner les anciennes pistes à bétail (**Photo 1**).

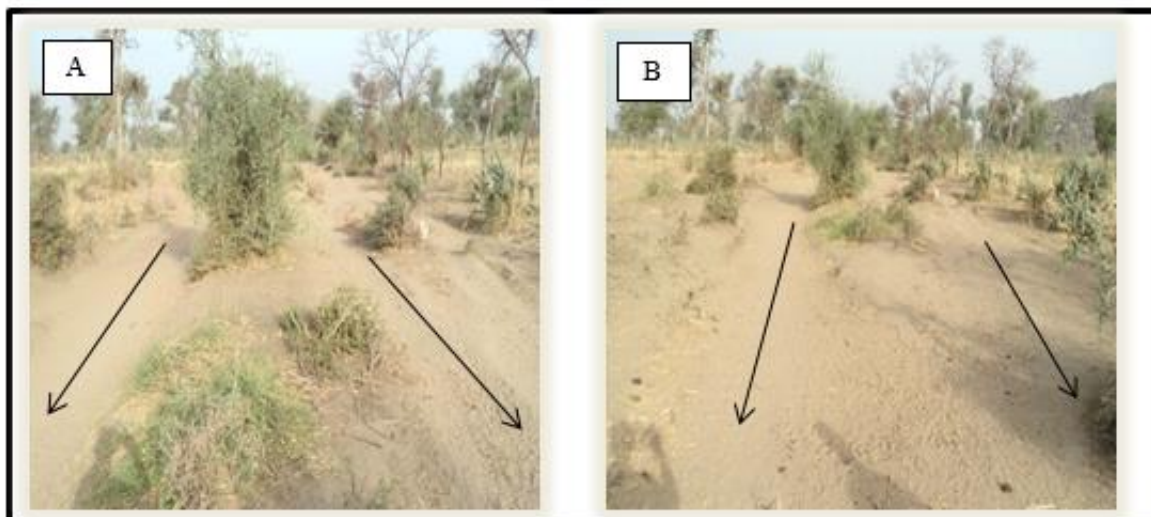


Photo 1 : *Anciennes pistes à bétail avant Boko Haram*

Cliché Wangbé D. Paul, (2017)

Les **Photos A et B** présentent les pistes à bétail avant le phénomène Boko Haram. Celles-ci sont abandonnées par les éleveurs locaux de Doulo depuis 2014 à cause de l'insécurité qui sévit dans cette localité. Les pourcentages des éleveurs soit sur le changement de pistes à bétail soit sur la réduction des parcours pastoraux ou sur les deux techniques sont représentés dans le schéma ci-dessous (**Figure 7**).

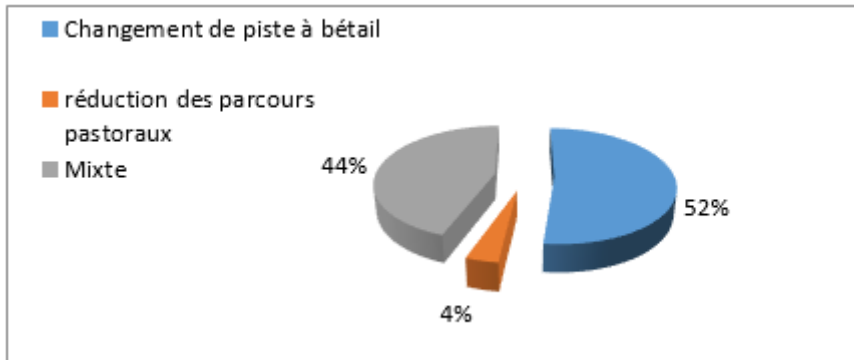


Figure 7 : Destruction des parcours pastoraux

La **Figure 7** présente les pourcentages sur le choix des parcours pastoraux. Il ressort que 52 % d'éleveurs ont changé de pistes à bétails, 44 % adoptent la réduction des parcours pastoraux et le changement des pistes à bétail. Seulement 4 % d'éleveurs préfèrent réduire leur parcours pastoraux. La transhumance des éleveurs avec leurs troupeaux se fait sous forme des navettes (**Figure 8**).

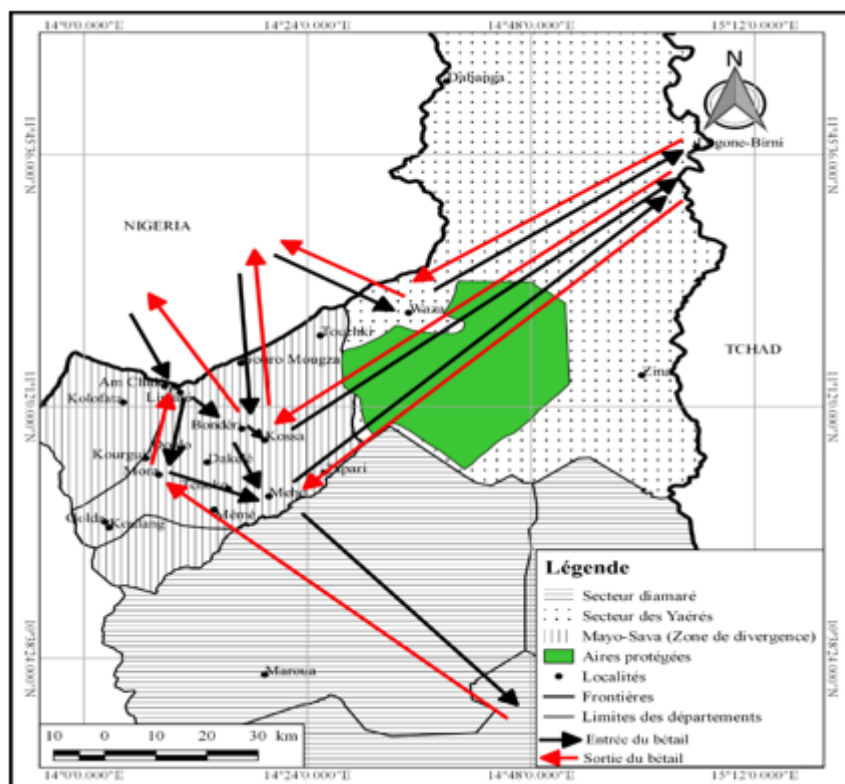


Figure 8 : Transhumance des éleveurs avant Boko Haram

Source : SOGEFI, Google Earth, Par Wangbé D.P., Mai 2017

La **Figure 8** fait état de la transhumance des éleveurs. Il ressort que les éleveurs transhumant dans les terroirs de Mora proviennent du Nigéria, pays frontalier du Cameroun. Les villages frontaliers qui leur servent de porte d'entrée sont : Limani, Boundérie et Waza où ils séjournent pendant 2 à 3 semaines. Une fois dans zone de Mora, certains éleveurs prennent la direction de Logone Birni en passant par Kossa et d'autres se dirigent vers Mora et Mémé jusqu'à dans la plaine du Diamaré pour une durée de 4 à 5 mois. Le contexte actuel reste plus précaire, plus critique et plus dangereux à cause de la présence de Boko Haram sur leur chemin de parcours. Par conséquent, ils sont bloqués et obligés d'adopter de nouvelles stratégies (**Figure 9**).

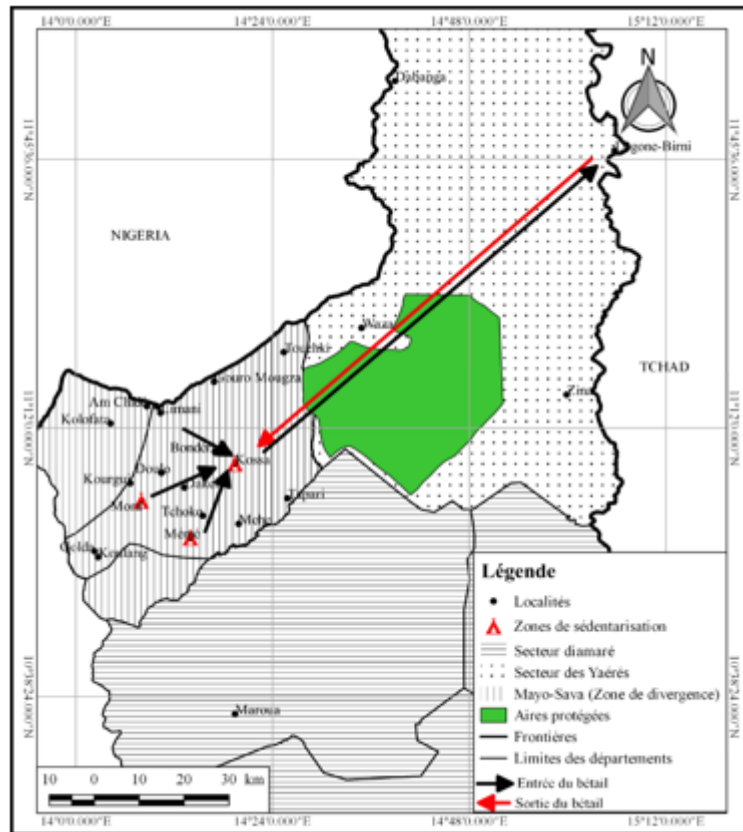


Figure 9 : Situation actuelle des éleveurs transhumants face à Boko-Haram

Source : SOGEFI, Google Earth, Par Wangbé D.P., Mai 2017

La **Figure 9** présente l'état actuel des éleveurs transhumants pendant la période d'insécurité. Ils sont concentrés dans les villages de Limani, Mémé et Mora. Ils se déplacent vers Kossa, Boundérie et atteignent les yaérés du Logone Birni puis, retournent à Kossa. Les pertes directes liées aux attaques de la secte islamique Boko Haram étaient estimées en mai 2016 à près de 55 milliards de FCFA. Ces pertes prennent en compte la chute de la valeur commerciale des animaux ; les vols, les tueries et le rap du bétail, ainsi que la résurgence de certaines maladies animales imputables à l'insécurité entretenue par Boko Haram [17]. Parmi les bétails volés, on y retrouve des animaux qui peuvent encore mettre bas et cette situation embarrassante trouble la production et la multiplication du cheptel (**Tableau 3**).

Tableau 3 : *Vol des cheptels dans les terroirs de Doulo, Dakélé et Limani*

Villages	Bovins	Caprins	Ovins
Doulo	120	98	117
Dakélé	350	115	132
Limani	1279	356	705
Total	1749	569	954

Le **Tableau 3** présente le nombre des animaux volés. L'on note un effectif de 1749 bovins et 954 ovins volés. Les caprins avec un effectif de 569. Ces cas de vols sont à l'origine de la réduction du nombre de cheptel dans ces villages. Plusieurs éleveurs rencontrés à Dakélé étaient autrefois des nomades mais aujourd'hui sont devenus des sédentaires. Certains éleveurs ont perdu leurs vies, d'autres sont blessés par balles et par machettes (**Photo 2**).



Photo 2 : *Des éleveurs blessés par les membres de Boko Haram*

Cliché Wangbé D. Paul, (2017)

Les **Photos A et B** présentent les éleveurs ayant subi des violences physiques par les membres de Boko haram. Sur ces photos, ces éleveurs sont torturés par ces derniers venus dans le but d'arracher leurs bétails. Cette situation est pour la plupart insupportable pour ces éleveurs. La situation actuelle d'insécurité a aussi de nombreuses conséquences sur le secteur agricole.

3-3. Perturbation de l'activité agricole

3-3-1. Irrégularité de la population et abandon des champs

Les espaces de culture étaient fréquentés presque tous les jours. L'arrivée de Boko Haram a bouleversé les activités agricoles au point de réduire la fréquentation des champs (**Figure 10**).

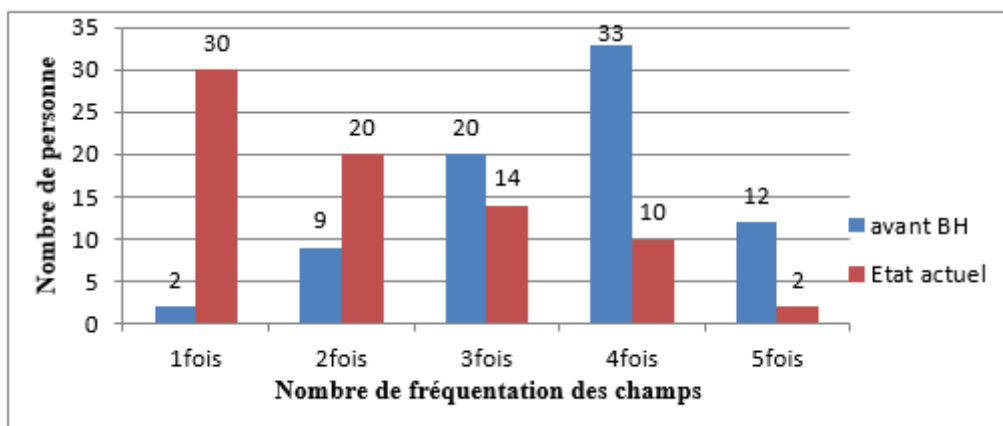


Figure 10 : Baisse de la fréquentation des champs dans les terroirs de Mora

La **Figure 10** fait effectivement état de l'occurrence de la fréquentation des champs par la population. Avant Boko Haram, la fréquentation des champs est considérable et régulière. La moyenne requise est au moins 4 à 5 fois par semaine vu la grandeur des espaces. Mais avec les enlèvements, on note une baisse de fréquentation des espaces de cultures. Ceux qui autrefois allaient quatre fois par semaine, ils le font aujourd'hui une à trois fois par semaine voire presque pas. Cette baisse de fréquentation conduit les paysans à laisser de force leurs champs en jachère. Les champs abandonnés ont subi une récolte frauduleuse ou soit ont servi de denrées aux animaux du pays et des villages voisins qui étaient obligés de quitter les lieux pour prendre refuge ailleurs (**Photo 3**).

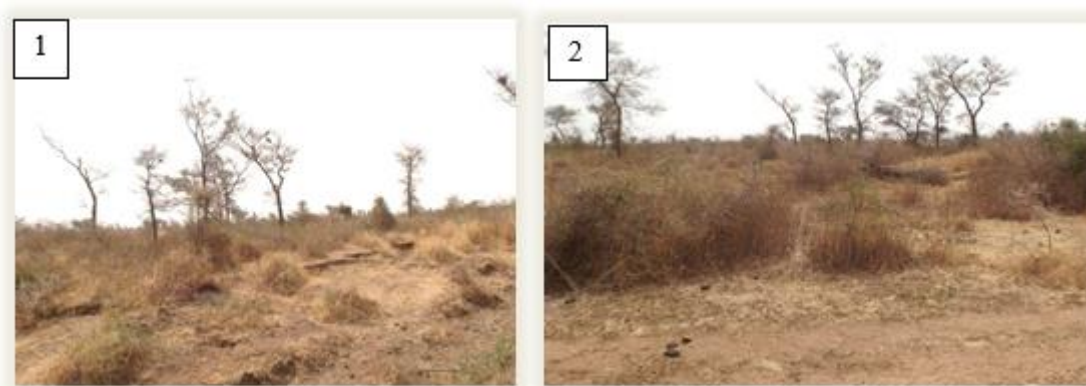


Photo 3 : Champs abandonnés dans les terroirs de Mora

Les **Photos 1** et **2** mettent en exergue les différents champs ou espaces de cultures abandonnés dans certains terroirs de Mora. La **Photo 1** présente un champ abandonné depuis plus d'un an déjà dans la localité de Zazindélé, et la **Photo 2** un champ abandonné à Zaléya. Ces champs étaient constamment fréquentés par les propriétaires mais aujourd'hui ces espaces sont abandonnés à eux-mêmes.

3-3-2. Baisse de la main d'œuvre et de la production agricole

L'irrégularité de la main d'œuvre se justifie par la terreur perpétrée par Boko Haram (**Figure 11**).

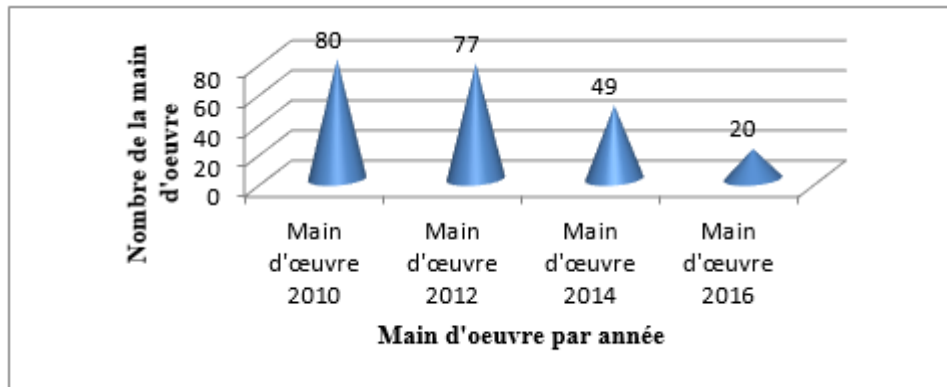


Figure 11 : Baisse de la main d'œuvre dans les terroirs de Mora

La **Figure 11** met en exergue la chute de la main d'œuvre dans la zone de Mora. Elle passe de 80 en 2010 à 20 en 2016. Au cours des années 2010-2012, la main d'œuvre est considérable, mais l'arrivée de l'insécurité a entraîné sa chute. La production agricole dans l'arrondissement de Mora avant l'insécurité était prometteuse. Mais de nos jours, celle-ci a malheureusement chuté à cause de la localisation des bassins de production se trouvant dans les zones affectées par l'insécurité (**Figure 12**).

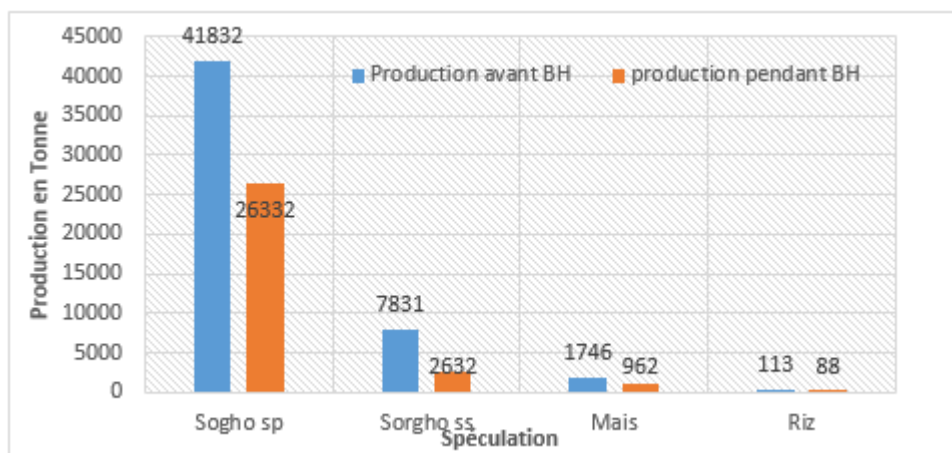


Figure 12 : Production agricole avant et pendant Boko Haram dans l'arrondissement de Mora

La **Figure 12** présente l'état de la production agricole de l'arrondissement de Mora. Il ressort que la production était très élevée avant Boko Haram que pendant l'insécurité. Cette dernière a entraîné une chute créant ainsi un volume déficitaire important au niveau de la production agricole.

4. Discussion

4-1. Facteurs de l'insécurité de manière générale mais plus précisément dans le contexte de Mora

L'insécurité menée par Boko Haram au Cameroun est concentrée dans l'Extrême-Nord du pays. Cette région est aride et régulièrement affectée par des inondations et des sécheresses saisonnières. Bien que la violence des groupes Boko Haram ait déclenché la crise humanitaire, les causes sont plus anciennes et plus

pernicieuses à savoir : la marginalisation politique des divers groupes de communauté, les rivalités pour accéder aux quelques ressources rares et la mauvaise gouvernance [18]. Le conflit, la dégradation de l'environnement et la variabilité climatique contribuent tous aux niveaux élevés de l'insécurité dans cette partie du Cameroun. A cela s'ajoutent les défaillances des Etats riverains et la porosité des frontières entre les pays menacés par la secte où les insurgés se cachent dans la population et savent échapper aux forces de sécurité [19]. Ces facteurs amplifient davantage la radicalisation des jeunes du fait de la dégradation des conditions socio-économiques. Le manque de perspective d'avenir lié à la rareté des emplois vacants, à un manque d'éducation, menant à une grande pauvreté et à une frustration grandissante poussent les jeunes à se rebeller contre les autorités et à se radicaliser dans le rang du groupe Boko Haram [20]. Au Mali par exemple, des enfants de 12 ans ont été recrutés par des groupes armés dans le Nord du pays [21]. Cette situation est palpable dans le contexte camerounais. Ceci étant, entre 2012 et 2014, la secte islamique a enrôlé plusieurs centaines de jeunes camerounais, âgés entre 14 et 19 ans, dans l'arrondissement de Kolofata, exploitant insidieusement le contenu du Coran [22]. Selon un bilan consolidé d'International Crisis Group (ICG) de novembre 2016, entre 3 500 et 4 000 Camerounais, très majoritairement des hommes, auraient rejoint Boko Haram pour des raisons diverses : opportunisme, fanatisme, vengeance personnelle, goût de l'aventure. Certains l'ont rejoint par contrainte, à la suite d'enlèvements estimés par ICG à plus de 1 000 depuis 2014. Le Mayo-Sava représente le plus important foyer de recrutement de Boko Haram [23]. L'analyse de la situation d'insécurité dans les terroirs de Mora montre effectivement que les exactions perpétrées par Boko Haram perturbent les activités agropastorales.

4-2. Manifestations et incidences socio-économiques de Boko Haram dans les terroirs de Mora

L'extension des opérations militaires du groupe Boko Haram a de nombreuses conséquences. La secte islamique continue à mener des raids, des assauts ainsi que des opérations suicides au Niger, au Tchad et au Cameroun [24]. Ce groupe terroriste procède par des attentats, des kidnappings et des kamikazes pour atteindre sa cible. Ces procédés entraînent des répercussions drastiques sur le secteur d'élevage tout comme sur le secteur agricole. Ces secteurs considérés comme les piliers de l'économie locale (l'élevage, l'agriculture, le commerce transfrontalier et le tourisme) sont aujourd'hui fortement ébranlés par le phénomène Boko Haram, car l'activité agricole est dans les zones périphériques en proie aux incursions répétées des insurgés et l'économie pastorale fonctionne au ralenti à cause de la perturbation de la transhumance [23]. Cette situation entraîne la destruction des exploitations agricoles et occasionne des déplacements massifs de la population [25]. Dans le même ordre d'idée, les insécurités causées par la présence de Boko Haram autour du lac Tchad ont causé des déplacements et aussi dans quelques cas la fin du nomadisme [26]. Ce qui renforce la pauvreté alimentaire déjà favorisée par les mauvaises conditions climatiques, mais aussi d'autres formes de pauvreté. Les éleveurs sont forcés à stationner leurs troupeaux à l'extérieur de la zone de conflit, l'agriculture est officiellement interdite et les conditions de sécurité trop incertaines pour permettre un retour massif des agriculteurs [27]. Cette situation est à l'origine de l'insuffisance des pâturages et de l'insuffisance des ressources en terres agricoles, responsable de la baisse de la production dans les localités. A ce sujet, les ménages n'arrivent plus à produire des excédents. Les pillages, le vol des récoltes et des bétails ainsi que les déplacements des populations ont diminué la disponibilité de la main d'œuvre réduisant ainsi les surfaces cultivées [28]. Ces actes constituent le deuxième choc qui affecte les ménages. La déstructuration des logements, la perte d'accès aux terres agricoles due aux déplacements et aux problèmes de sécurité ainsi qu'à la perturbation des activités économiques et l'épuisement des sources locales de résilience montrent à suffire le dysfonctionnement de ces espaces ruraux [29]. La plupart des populations touchées qui dépendaient de l'agriculture et de l'élevage comme principale source de subsistance avant la crise, n'ont plus accès à leurs champs et aux marchés [30], ce qui entraîne l'exacerbation de la paupérisation des populations [31]. Cette

paupérisation s'accroît lorsque les assaillants prennent à chaque fois au minimum une cinquantaine de têtes et le nombre de bœufs volés en territoire camerounais s'élèverait à 4200, sans compter les petits ruminants [32]. Cette insécurité menée par Boko Haram a eu pour conséquence les déplacements massifs des populations, l'inaccessibilité aux zones de production agro-sylvo-pastorales et halieutiques et la désorganisation des systèmes de production [33].

5. Conclusion

À Mora, la perturbation des activités agropastorales actuelles est due au phénomène Boko Haram. L'insécurité dans ces terroirs trouve ses fondements dans la frontière poreuse qui sépare le Cameroun et le Nigéria et dans la dégradation des conditions socio-économiques des populations. Les atrocités de Boko Haram dans ces espaces entraînent l'accès difficile des paysans aux ressources (terres, eau, pâturages), la chute de la main d'œuvre, la perturbation de la transhumance, la baisse de la production agricole et de l'effectif des animaux ainsi que le déplacement massif des populations. Tout compte fait, cette étude ayant permis d'évaluer les effets majeurs du phénomène Boko Haram sur les activités agropastorales, elle présente néanmoins des limites. Une étude prenant en compte tout le volet économiques de manière générale permet de diagnostiquer les enjeux et les défis à relever face aux incursions menées par ces hors la loi. Pour cela, il est utile d'adopter des actions de réconfort psychologique et matériel auprès des populations touchées. En plus, une bonne sécurisation de la frontière permet de mieux freiner l'entrée des membres du groupe de cette secte islamique, limiterait la pression sur les ressources et aiderait les populations à exercer sereinement leurs activités.

Références

- [1] - J. N. EBODE, Géopolitique de la criminalité transfrontalière organisée et de l'insécurité maritime, enjeux pour l'Afrique de l'Ouest, *CREPS*, Abidjan, (2014) 33 p.
- [2] - S. ESSAKA, O. F. NGA, *Contexte et modalités de l'insécurité dans la ville de Maroua (1990-2013)*, Mémoire DIPES II, Histoire, Ecole Normale Supérieure de Maroua, (2014) 84 - 100
- [3] - PAM, Cameroun : Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, (2011) 8 - 15
- [4] - S. ISSA, Les coupeurs de route, histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad (2010), 37 - 50
- [5] - S. ISSA, Les effets socioéconomiques de Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun, *Revue Kaliao*, numéro spécial, décembre, (2014) 142 p.
- [6] - B. GONNE, Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-nord du Cameroun, *Kaliao*, volume spécial, novembre (2014) 158 p.
- [7] - OFPRA, Situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord, (2019), 10 - 16
- [8] - O. SHEMYAKINA, The effect of Armed Conflict on Accumulation of Schooling: Result from Tajikistan, *Journal of Development Economics*, 95(2), (2011) 186 - 200
- [9] - CRISIS GROUP, Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, *Rapporte Afrique* N° 246, (2017) 23 - 24
- [10] - F. GUY, A. MPOKO, K. PASSINGRING, B. GANOTA, D. KADEKOY, TIGAGNE, insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afriques centrales (2010) 11 p.
- [11] - J. S. MUNIE, Aperçu des besoins humanitaires, Cameroun, Janvier, (2018) 6 - 8 p

- [12] - B. GONNE, S. AOUDOU DOUA, B. GANOTA, Plan de gestion des ressources naturelles et de partage de terres entre les populations d'accueil, les déplacés, les retournés et les réfugiés dans les départements du Logone et du Chari et du Mayo-Sava au Cameroun, *Centre d'études et Recherche en Paix sécurité et intégration*, Chapitre II (2017) 1 - 5
- [13] - L. KOSSOUMNA, Crise de la filière coton au Cameroun : fondements et stratégies d'adaptation des acteurs, Yaoundé, (2014) 241 - 242
- [14] - FOA, Migration agriculture et développement rural : Affronter les causes profondes de la migration et exploiter son potentiel pour le développement, (2016) 20 p
- [15] - B. KOULTCHOUMI, Boko Haram au lac Tchad : la vie socioéconomique de Kofia à l'épreuve de l'insécurité, in *revue Kalio spécial*, novembre, (2014) 118 - 135
- [16] - C. MUSILA, L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad, (2012) 32 p
- [17] - MINEPIA, Rapport sur les conséquences directes et indirectes de l'insécurité liée par Boko Haram, (2012, 2014, 2015, 2016) 10 p.
- [18] - P. INTERNATIONAL, Les filles dans la crise : voix du bassin du lac Tchad, (2018) 6 - 8
- [19] - M. ANTIONE DE MANTCLOS, Boko Haram et les limites de tout-répressif au Nigéria : De nouvelles perspectives, centre Afrique-subaharienne, Juillet, (2020), 11 - 15
- [20] - CNESS-NIGER, Etude approfondie sur les facteurs de radicalisation en milieu rural, urbain, universitaire et carcéral dans cinq régions du Niger, (2018) 53 - 55
- [21] - HUMAN RIGHTS WATCH, Le conflit armé au Mali et ses conséquences, (2017) 23 - 25
- [22] - A. Z. TAMEKAMTA, Lutte contre Boko Haram et restriction des droits de l'Homme au Cameroun, effet et contre-effets, Université de Yaoundé, (2015) 11 p.
- [23] - M. B. FUNTEH, V. N. EBOBE, M. MBARKOUTA, J. N. NGOULA, Le conflit Boko Haram au Cameroun, Pourquoi la paix traîne-t-elle ?, (2017) 20 p.
- [24] - T. SMIRNOVA, Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger : penser et construire la réponse humanitaire dans le contexte insurrectionnel (2013-2016), mai, (2018) 4 - 7
- [25] - ONU, La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, Commission économique pour l'Afrique, (2018) 19 - 20
- [26] - C. MEGA TCHAD, Les temps des changements. Ruptures et continuité dans le bassin du lac Tchad, XVIII^e, (2020), 73 p.
- [27] - G. MAGRIN, M. A. PEROUSE DE MONTCLOS, Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, (2018) 171 - 178 p.
- [28] - PAM, République Centrafricaine : une crise oubliée, évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA), (2014) 19 - 20
- [29] - G. BAMANA, Déplacement forcé et accès au logement, à la terre et à la propriété : cas de l'Extrême-Nord du Cameroun, NRC, (2018) 14 p.
- [30] - CEDOCA, La crise anglophone : situation sécuritaire, Coi Focus, (2019) 47 - 51
- [31] - M. A. PEROUSE DE MONTCLOS, L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit, (2020) 144
- [32] - R. N. NGASSAM, Historique et contexte de l'émergence de la secte islamiste Boko Haram au Cameroun, Rapport de recherche, *Université de Paris II*, (2020) 26 - 31
- [33] - WFP, Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence complexe dans la région de Diffa au Niger, (2016) 4 - 10
- [34] - M.-L. GUTIERREZ, P. MAÏZI, M. C. NAGO, J. HOUNHOUIGAN, Productions et commercialisation de l'afitin fon dans la région d'Abomey-Bohicon au Bénin: un exemple d'intégration des femmes dans la filière du néré. Montpellier : CIRAD, (2000)
- [35] - J. BERHAUT, *Flore illustrée du Sénégal*. Ministère du développement rural Direction Des Eaux et Forêts, (1971)

- [36] - J. BERHAUT, *Flore illustrée du Sénégal*, vol.8, Dakar : Ministère du développement rural Direction Des Eaux et Forêts, (1971)
- [37] - M. GOUDIABY, « Le fruit du néré comme moyen de lutter contre la pauvreté des ménages », 20 (2014) 8 p.
- [38] - A. ADO, A. LAOUALI, D. SOUMANA, M. ALI, S. MAHAMANE, *Journal of Animal & Plant Sciences*, 31 (1) (2016) 4889 - 4900
- [39] - J. S. OUEDRAOGO, « Les parcs agroforestiers au Burkina Faso. », Rapport de consultation pour le réseau SALWA/ICRAF, (1995)
- [40] - R. POTEL, « Les plantes médicinales au Sénégal (commune de Nguékokh, zone de la Petite Côte) », Stage, 2002. Consulté le: déc. 05, 2018. [En ligne]. Disponible sur: <http://www.ethnopharmacologia.org/prelude2018/pdf/biblio-hp-11-potel.pdf>
- [41] - B. BONNAH, K. A. AKLIKOKOU, K. AKPAGANA, M. GBEASSOR, *Sciences et Médecine*, (00) (1998) 12 - 15
- [42] - D. FORTIN, M. LÔ et G. MAYNART, *Plantes médicinales du Sahel*, Enda-Editions. Dakar : ENDA Tiers Monde, (2000)